

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N°2100145

M. SADOU

M. Charvin
Magistrat désigné

Audience du 28 janvier 2021
Décision du 29 janvier 2021

335-03
D

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Montpellier,

Le magistrat désigné

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 13 janvier 2021 et un bordereau de pièces enregistré le 26 janvier 2021, M. Diallo Sadou demande au tribunal :

1°) de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire ;

2°) d'annuler l'arrêté de la préfète des Hautes-Alpes du 12 janvier 2021 portant remise aux autorités italiennes ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 000 euros en application des dispositions des articles 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- l'arrêté contesté est insuffisamment motivé en droit ;
- il est entaché d'erreur de droit et d'erreur manifeste d'appréciation dès lors qu'il est fondé sur les dispositions de l'article L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile alors que ces dispositions ne sont pas applicables aux demandeurs d'asile relevant d'un autre Etat membre, et qu'ainsi la préfète a méconnu les articles L. 742-1 à L. 742-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ainsi que le règlement n° 604/2013 du 26 juin 2013.

Par un mémoire enregistré le 28 janvier 2021, la préfète des Hautes-Alpes conclut au rejet de la requête.

Elle fait valoir qu'aucun des moyens soulevés n'est fondé.

La présidente du tribunal a désigné M. Charvin, vice-président, pour statuer sur les litiges visés à l'article L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le règlement (UE) n°604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir fait lecture de son rapport et entendu :

- les observations de Me Berry, représentant le requérant, qui persiste dans ses conclusions, par les mêmes moyens, et soutient en outre que la préfète des Hautes-Alpes ne justifie pas de la réalité des convocations qui lui auraient été adressées susceptibles de le faire déclarer comme étant en fuite.

Considérant ce qui suit :

1. Par arrêté du 12 janvier 2021, la préfète des Hautes Alpes a décidé la remise aux autorités italiennes de M. Sadou. Ce dernier demande au tribunal d'annuler cet arrêté.

Sur la demande d'admission à l'aide juridictionnelle provisoire :

2. Aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique : « *Dans les cas d'urgence (...), l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée soit par le président du bureau ou de la section compétente du bureau d'aide juridictionnelle, soit par la juridiction compétente ou son président (...).* ».

3. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de prononcer l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle de M. Sadou.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

4. D'une part, aux termes de l'article L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *Par dérogation aux articles L. 213-2 et L. 213-3, L. 511-1 à L. 511-3, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-4, L. 513-1 et L. 531-3, l'étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui a pénétré ou séjourné en France sans se conformer aux dispositions des articles L. 211-1 et L. 311-1 peut être remis aux autorités compétentes de l'Etat membre qui l'a admis à entrer ou à séjourner sur son territoire, ou dont il provient directement, en application des dispositions des conventions internationales conclues à cet effet avec les Etats membres de l'Union européenne, en vigueur au 13 janvier 2009* ». Aux termes de l'article L. 531-2 du même code : « *L'article L. 531-1*

est applicable à l'étranger qui, en provenance du territoire d'un Etat partie à la convention signée à Schengen le 19 juin 1990, est entré ou a séjourné sur le territoire métropolitain sans se conformer aux dispositions des articles 19, paragraphe 1 ou 2, 20, paragraphe 1, ou 21, paragraphe 1 ou 2, de cette convention ou sans souscrire, au moment de l'entrée sur ce territoire, la déclaration obligatoire prévue par l'article 22 de la même convention, alors qu'il était astreint à cette formalité. ». L'article L. 742-2 du même code dispose : *« Lorsque l'autorité administrative estime que l'examen d'une demande d'asile relève de la compétence d'un autre Etat qu'elle entend requérir, l'étranger bénéficie du droit de se maintenir sur le territoire français jusqu'à la fin de la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande et, le cas échéant, jusqu'à son transfert effectif à destination de cet Etat. L'attestation délivrée en application de l'article L. 741-1 mentionne la procédure dont il fait l'objet. Elle est renouvelable durant la procédure de détermination de l'Etat responsable et, le cas échéant, jusqu'à son transfert effectif à destination de cet Etat. Le présent article ne fait pas obstacle au droit souverain de l'Etat d'accorder l'asile à toute personne dont l'examen de la demande relève de la compétence d'un autre Etat ».* Enfin, aux termes de l'article L. 742-3 du même code : *« Sous réserve du second alinéa de l'article L. 742-1, l'étranger dont l'examen de la demande d'asile relève de la responsabilité d'un autre Etat peut faire l'objet d'un transfert vers l'Etat responsable de cet examen ».*

5. D'autre part, aux termes de l'article 18 du règlement n°604/2013 du 26 juin 2013 susvisé : *« 1. L'Etat membre responsable en vertu du présent règlement est tenu de : / (...) b) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le demandeur dont la demande est en cours d'examen et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre ; / (...) d) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre (...) ».* Aux termes de l'article 23 de ce règlement : *« 1. Lorsqu'un Etat membre auprès duquel une personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point b), c) ou d), a introduit une nouvelle demande de protection internationale estime qu'un autre Etat membre est responsable conformément à l'article 20, paragraphe 5, et à l'article 18, paragraphe 1, point b), c) ou d), il peut requérir cet autre Etat membre aux fins de reprise en charge de cette personne. / 2. Une requête aux fins de reprise en charge est formulée aussi rapidement que possible et, en tout état de cause, dans un délai de deux mois à compter de la réception du résultat positif Eurodac (« hit »), en vertu de l'article 9, paragraphe 5, du règlement (UE) n°603/2013 (...) / 3. Lorsque la requête aux fins de reprise en charge n'est pas formulée dans les délais fixés au paragraphe 2, c'est l'Etat membre auprès duquel la nouvelle demande est introduite qui est responsable de l'examen de la demande de protection internationale ».* Aux termes de l'article 25 dudit règlement : *« 1. L'Etat membre requis procède aux vérifications nécessaires et statue sur la requête aux fins de reprise en charge de la personne concernée aussi rapidement que possible et en tout état de cause dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la date de réception de la requête. Lorsque la requête est fondée sur des données obtenues par le système Eurodac, ce délai est réduit à deux semaines. 2. L'absence de réponse à l'expiration du délai d'un mois ou du délai de deux semaines mentionnés au paragraphe 1 équivaut à l'acceptation de la requête, et entraîne l'obligation de reprendre en charge la personne concernée, y compris l'obligation d'assurer une bonne organisation de son arrivée ».* Enfin, aux termes de l'article 29 de ce règlement : *« 1. Le transfert du demandeur (...) de l'Etat membre requérant vers l'Etat membre responsable s'effectue (...) au plus tard, dans un délai de six mois à compter de l'acceptation (...) de la requête aux fins de prise en charge ou de reprise en charge de la personne concernée ou de la décision définitive sur le recours ou la révision lorsque l'effet suspensif est accordé (...) / 2. Si le transfert n'est pas exécuté dans le délai de six mois, l'Etat membre responsable est libéré de son obligation de prendre en charge ou de reprendre en charge la personne concernée et la*

responsabilité est alors transférée à l'État membre requérant. Ce délai peut être porté à un an au maximum s'il n'a pas pu être procédé au transfert en raison d'un emprisonnement de la personne concernée ou à dix-huit mois au maximum si la personne concernée prend la fuite ».

6. Le droit constitutionnel d'asile, qui a le caractère d'une liberté fondamentale, a pour corollaire le droit de solliciter le statut de réfugié. S'il implique que l'étranger qui sollicite la reconnaissance de la qualité de réfugié soit en principe autorisé à demeurer sur le territoire jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande, ce droit s'exerce dans les conditions définies par les dispositions précitées des articles L. 741-1 et L. 742-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Il résulte de l'ensemble des dispositions précitées que, pour pouvoir procéder au transfert d'un demandeur d'asile vers un autre État membre qu'elle estime responsable de sa demande d'asile en application des dispositions du règlement n°604/2013 du 26 juin 2013 susvisé, l'autorité administrative doit avoir achevé le processus de détermination de l'État membre responsable de l'examen de cette demande d'asile et avoir mené à leur terme les procédures correspondantes et notamment celles applicables aux requêtes aux fins de reprise en charge telles qu'elles sont définies aux articles 23 et 25 du règlement, jusqu'à l'acceptation, le cas échéant implicite, de l'État membre requis. A défaut d'avoir adressé dans les délais fixés au paragraphe 2 de l'article 23 de ce règlement la requête aux fins de reprise en charge du demandeur d'asile, l'État membre requis devient responsable de l'examen de cette demande.

7. Il ressort des pièces du dossier que la préfète des Hautes-Alpes s'est fondée sur les dispositions des articles L. 531-1 et L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour décider la remise aux autorités italiennes de M. Sadou. Or il est constant que ce dernier, ainsi du reste que le mentionne l'arrêté du 12 janvier 2021 contesté, avait précédemment déposé une demande d'asile en Italie, avait été « placé en procédure Dublin le 9 juin 2020 » et que « les autorités italiennes ont donné leur accord explicite le 24 juin 2020 ». La circonstance que l'intéressé ait été déclaré en fuite pour non présentation aux convocations des services de la préfecture des Bouches du Rhône, à la supposer établie, si elle est de nature à prolonger le délai de transfert d'une durée de 18 mois maximum, en application des stipulations de l'article 29 du règlement du 26 juin 2013 précitées, ne pouvait légalement autoriser le préfet à prononcer la remise de l'intéressé aux autorités italiennes sur le fondement des articles L. 531-1 et L. 531-2 précités. Dès lors, M. Sadou est fondé à soutenir que l'arrêté susvisé de la préfète des Hautes-Alpes prononçant son transfert aux autorités italiennes est entaché d'une erreur de droit de nature à entraîner son annulation.

8. Il résulte de tout ce qui précède, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête, que l'arrêté de la préfète des Hautes-Alpes du 12 janvier 2021 doit être annulé.

Sur les frais de l'instance :

9. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de mettre à la charge de l'Etat la somme demandée par le requérant sur le fondement des dispositions des articles 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

D E C I D E :

Article 1er : L'arrêté de la préfète des Hautes-Alpes du 12 janvier 2021 est annulé.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à M. Diallo Sadou, à la préfète des Hautes-Alpes et à Me Berry.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 29 janvier 2021.

Le magistrat désigné,

J. Charvin

Le greffier,

M. Lainé

La République mande et ordonne à la préfète des Hautes-Alpes, en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Montpellier le 29 janvier 2021,

Le greffier

M. Lainé

